



PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE 2012



EMPLOIS CROISSANCE ET PROSPÉRITÉ À LONG TERME

Présentation à l'association des économistes québécois
Ottawa, Ontario
Le 24 avril 2012

 **PLAN
D'ACTION**
ÉCONOMIQUE DU CANADA

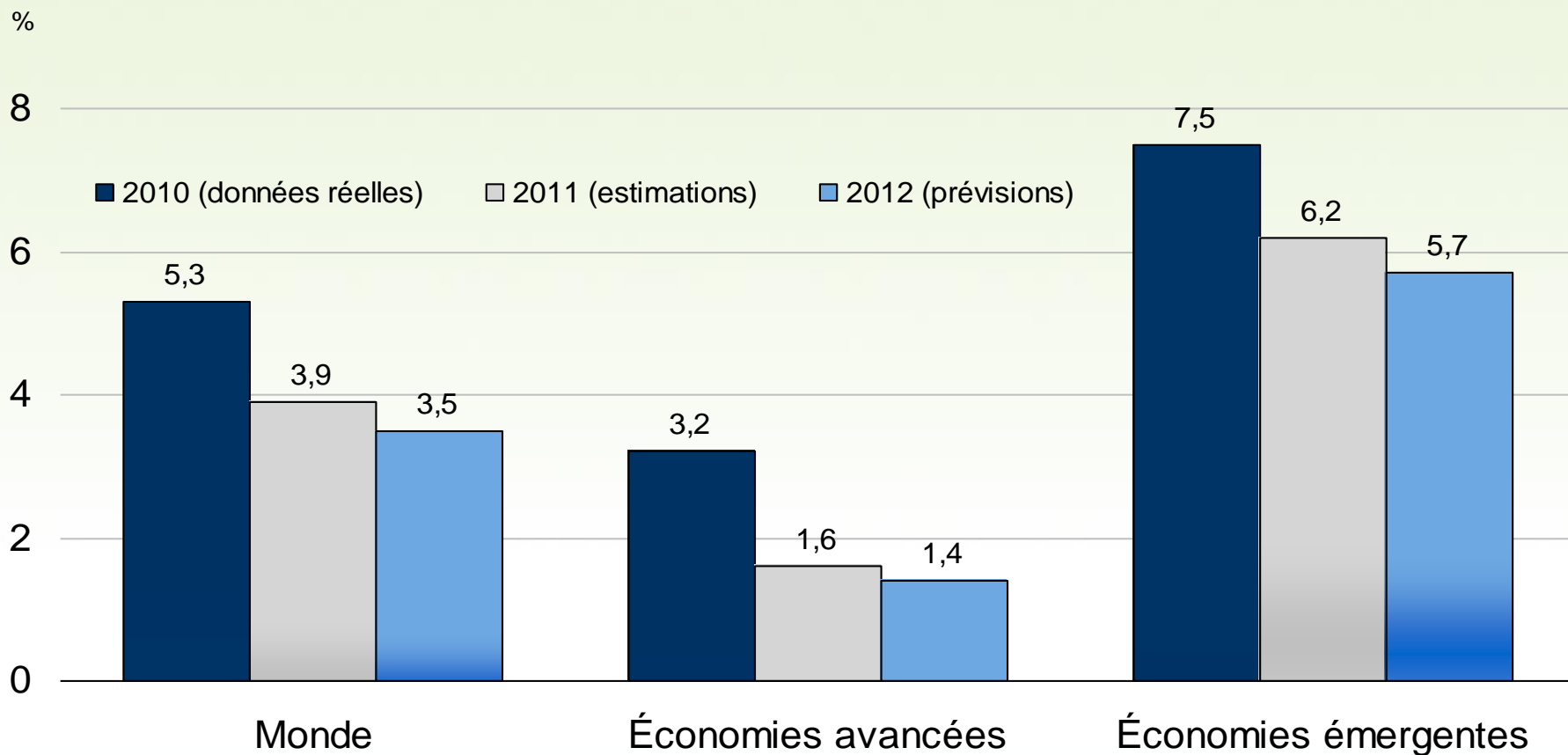


Aperçu de la présentation

- ✓ **Situation et perspectives économiques**
- ✓ **Le Plan d'action économique de 2012**
- ✓ **Perspectives financières**

La situation économique mondiale demeure incertaine

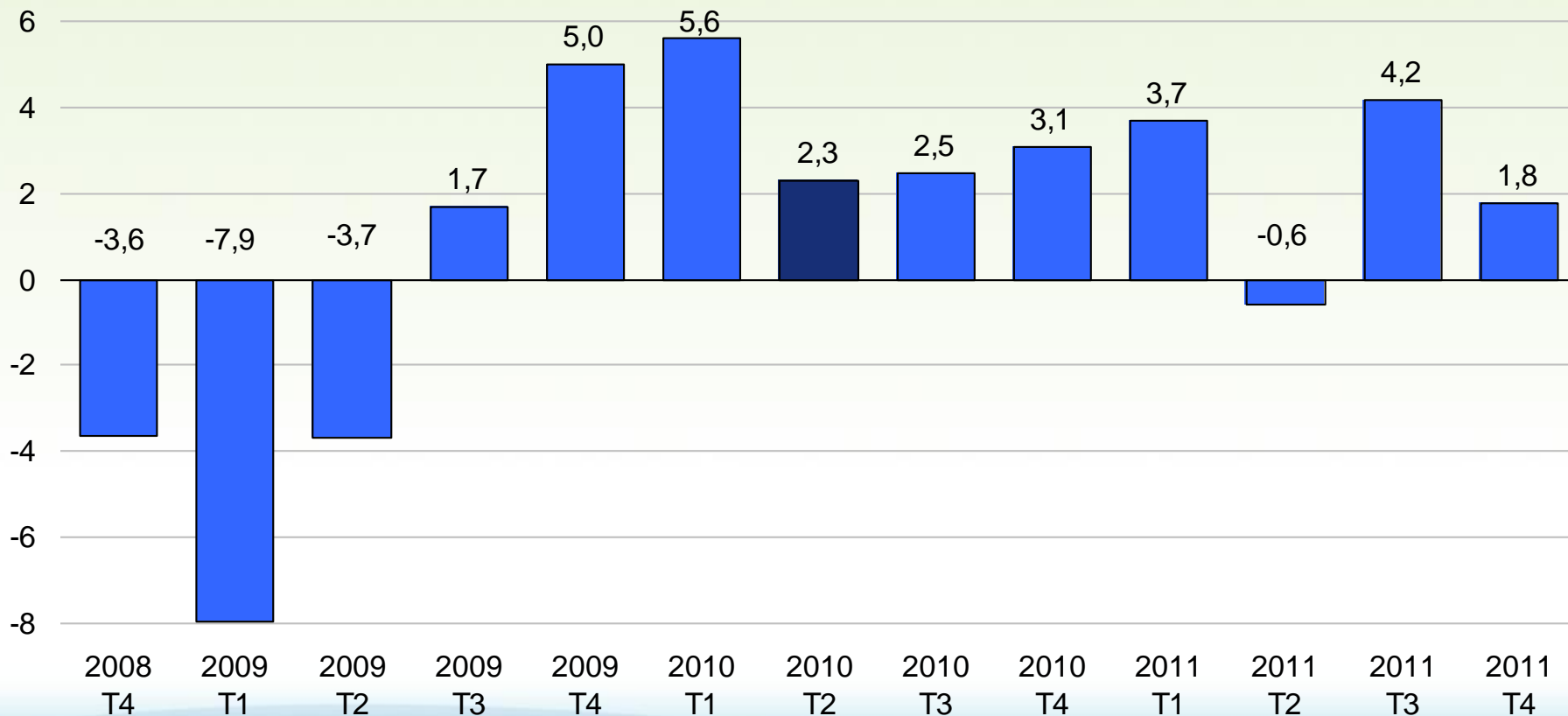
Perspectives de croissance du PIB réel mondial selon le FMI



La croissance du PIB réel est demeurée résiliente au Canada

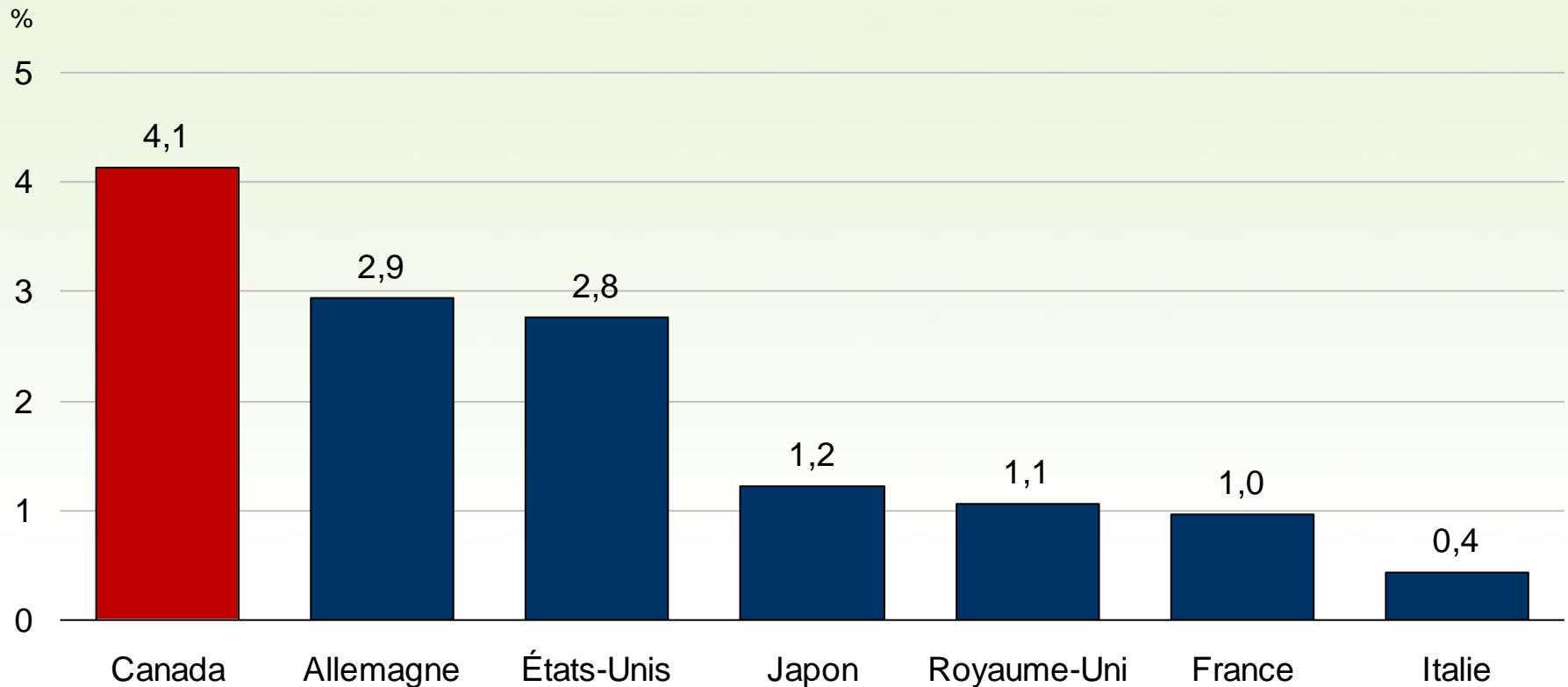
Croissance du PIB réel

%, une période sur l'autre, taux annualisés



Il en est résulté la plus forte croissance de l'emploi parmi les pays du G-7 au cours de la reprise

Amélioration de l'emploi pendant la reprise

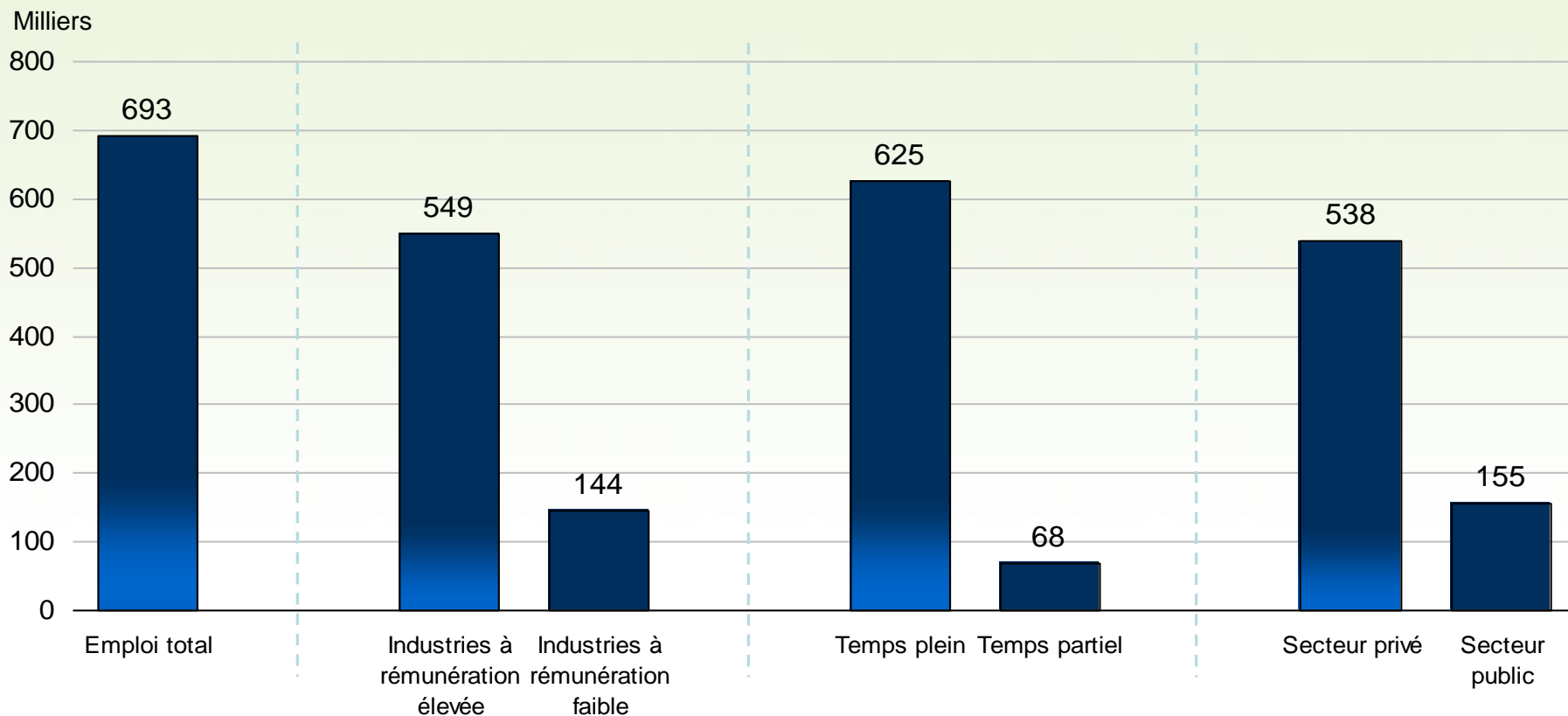


Nota – Données mensuelles pour le Canada (de juill. 2009 à mars 2012), les États-Unis (de févr. 2010 à mars 2012), l'Allemagne (de juill. 2009 à févr. 2012), l'Italie (d'août 2010 à févr. 2012) et le Japon (d'août 2011 à févr. 2012); données trimestrielles pour la France (du 3^e trim. de 2009 au 4^e trim. de 2011) et le Royaume-Uni (du 1^{er} trim. de 2010 au 4^e trim. de 2011).

Source : Haver Analytics

Les emplois créés au cours de la reprise sont à rémunération élevée, à temps plein et dans le secteur privé

Variation de l'emploi depuis le début de la reprise
Juillet 2009 à mars 2012



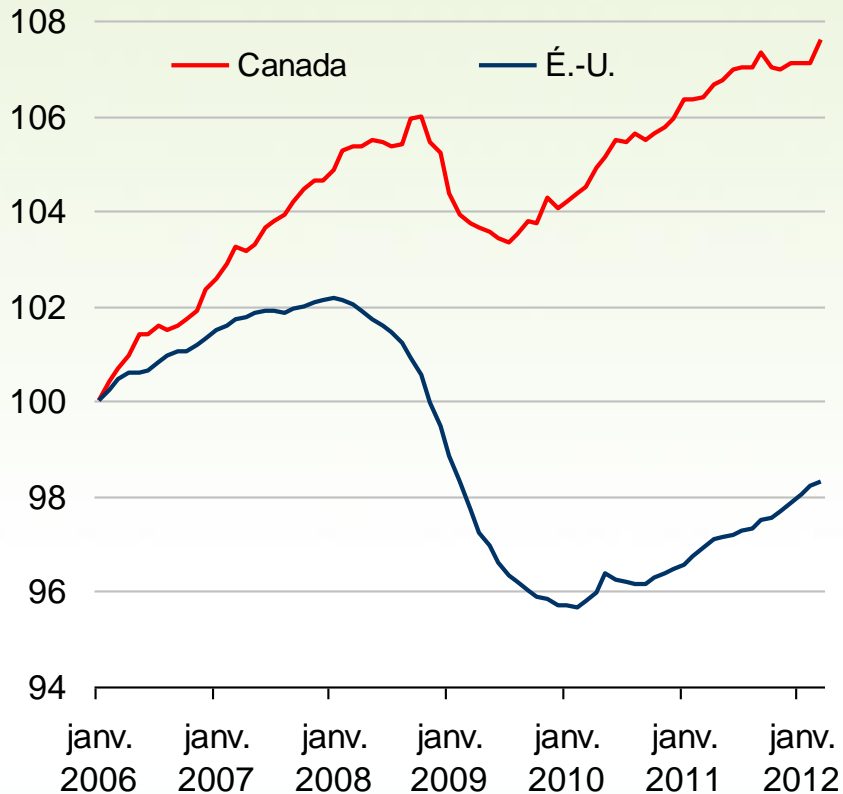
Nota – Les calculs sont fondés sur des données de Statistique Canada portant sur 105 industries. Les industries à rémunération élevée désignent celles où le salaire horaire moyen est supérieur à la moyenne globale. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Sources : Statistique Canada; calculs du ministère des Finances

La performance du Canada au chapitre de l'emploi contraste nettement avec celle des États-Unis

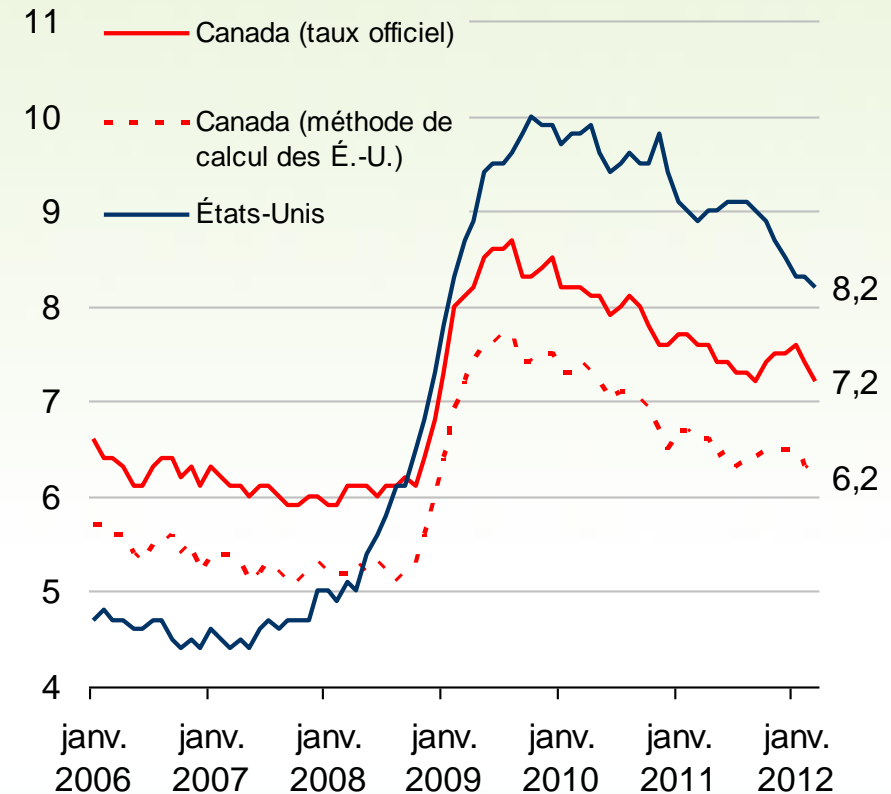
Emploi total

Indice : janvier 2006 = 100



Taux de chômage

%



Nota – Données en date de mars 2012.

Sources : Statistique Canada; U.S. Bureau of Labor Statistics

L'enquête de mars auprès d'économistes du secteur privé s'est soldé de nouveau par des projections d'une croissance soutenue et modeste

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011-2016
	(%, sauf indication contraire)						
Croissance du PIB réel							
Budget de 2011	2,9	2,8	2,7	2,5	2,5	2,4	2,6
Mise à jour de 2011	2,2	2,1	2,5	2,5	2,5	2,3	2,3
Budget de 2012	2,5	2,1	2,4	2,4	2,4	2,2	2,3
PIB nominal (G\$)							
Budget de 2011	1 719	1 804	1 893	1 979	2 068	2 158	–
Mise à jour de 2011	1 711	1 781	1 861	1 945	2 032	2 120	–
Budget de 2012	1 719	1 798	1 877	1 963	2 050	2 136	–
Écart (Budget de 2012 – Mise à jour de 2011)	8	17	16	18	18	16	15
Taux des bons du Trésor à 3 mois							
Budget de 2011	1,3	2,5	3,4	3,9	4,1	4,1	3,2
Mise à jour de 2011	0,9	1,2	2,0	2,9	3,5	3,7	2,4
Budget de 2012	0,9	0,9	1,3	2,2	3,3	3,9	2,1
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans							
Budget de 2011	3,5	4,0	4,6	4,8	5,0	5,1	4,5
Mise à jour de 2011	2,8	2,7	3,2	3,9	4,5	4,5	3,6
Budget de 2012	2,8	2,2	2,8	3,6	4,3	4,5	3,4

Sources : Enquêtes de mars 2011, de septembre 2011 et de mars 2012 du ministère des Finances auprès d'économistes du secteur privé

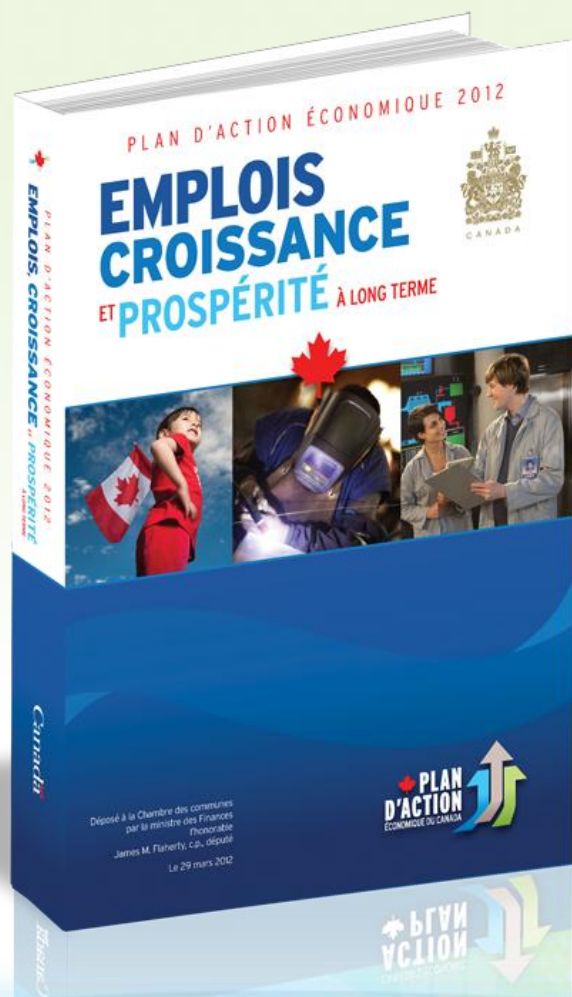
Hypothèses de planification associées aux projections financières

Hypothèses de planification du budget de 2012 concernant le PIB nominal

	2012	2013	2014	2015	2016
			(G\$)		
Enquête de mars 2012 auprès d'économistes du secteur privé	1 798	1 877	1 963	2 050	2 136
Hypothèses de planification financière du budget de 2012	1 778	1 857	1 943	2 030	2 116
Rajustement en fonction du risque	-20	-20	-20	-20	-20

Effet du rajustement en fonction du risque sur le solde budgétaire	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0
---	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Emplois, croissance et prospérité à long terme



Le Plan d'action économique de 2012 :

- ✓ Soutient **les emplois et la croissance** et jette les assises d'un avenir sûr et prospère pour le Canada
- ✓ Préserve la **santé des finances publiques** du Canada, avec l'appui de réductions des dépenses modestes et d'ordre pratique
- ✓ Assure la viabilité des programmes sociaux du Canada, y compris les changements qui s'imposent au programme de la **Sécurité de la vieillesse**

Soutient les emplois et la croissance et jette les assises d'un avenir sûr et prospère pour le Canada

- ✓ Nouvelle approche pour soutenir l'innovation dans les entreprises.
- ✓ Moderniser le régime de réglementation des grands projets économiques.
- ✓ Ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises canadiennes.
- ✓ Créer un système d'immigration efficace et souple axé sur les besoins de l'économie.
- ✓ Améliorer le programme d'assurance emploi.
- ✓ Améliorer les perspectives d'une pleine participation des peuples autochtones à l'économie.

Faire du Canada un chef de file de l'innovation, de la recherche et de l'entrepreneuriat

Nouvelle approche pour soutenir l'innovation dans les entreprises

Le Plan d'action économique de 2012 :

- ✓ Réoriente des incitatifs fiscaux indirects à la R-D vers un soutien plus direct
- ✓ Annonce un financement de 1,1 milliard de dollars sur 5 ans pour soutenir directement la R-D
 - ✓ Double le financement accordé aux PME au titre de la R-D par l'entremise du Programme d'aide à la recherche industrielle
 - ✓ Soutient les collaborations public-privé en R-D en augmentant le nombre de stages pour les étudiants des cycles supérieurs
 - ✓ Appuie l'innovation dans les marchés publics en rendant permanent le Programme canadien de commercialisation des innovations
 - ✓ Réoriente les activités du Conseil national de recherches du Canada vers la recherche appliquée axée sur l'entreprise
- ✓ Prévoit 500 millions de dollars en capital de risque pour les entreprises à forte croissance
- ✓ Rationalise et améliore le Programme d'encouragements fiscaux pour la RS&DE en retirant les immobilisations de l'assiette de dépenses, en haussant le rapport coût-efficacité du programme grâce à des changements de nature conceptuelle et à une réduction modérée du taux de crédit d'impôt, et en offrant une meilleure prévisibilité grâce à des améliorations de nature administrative



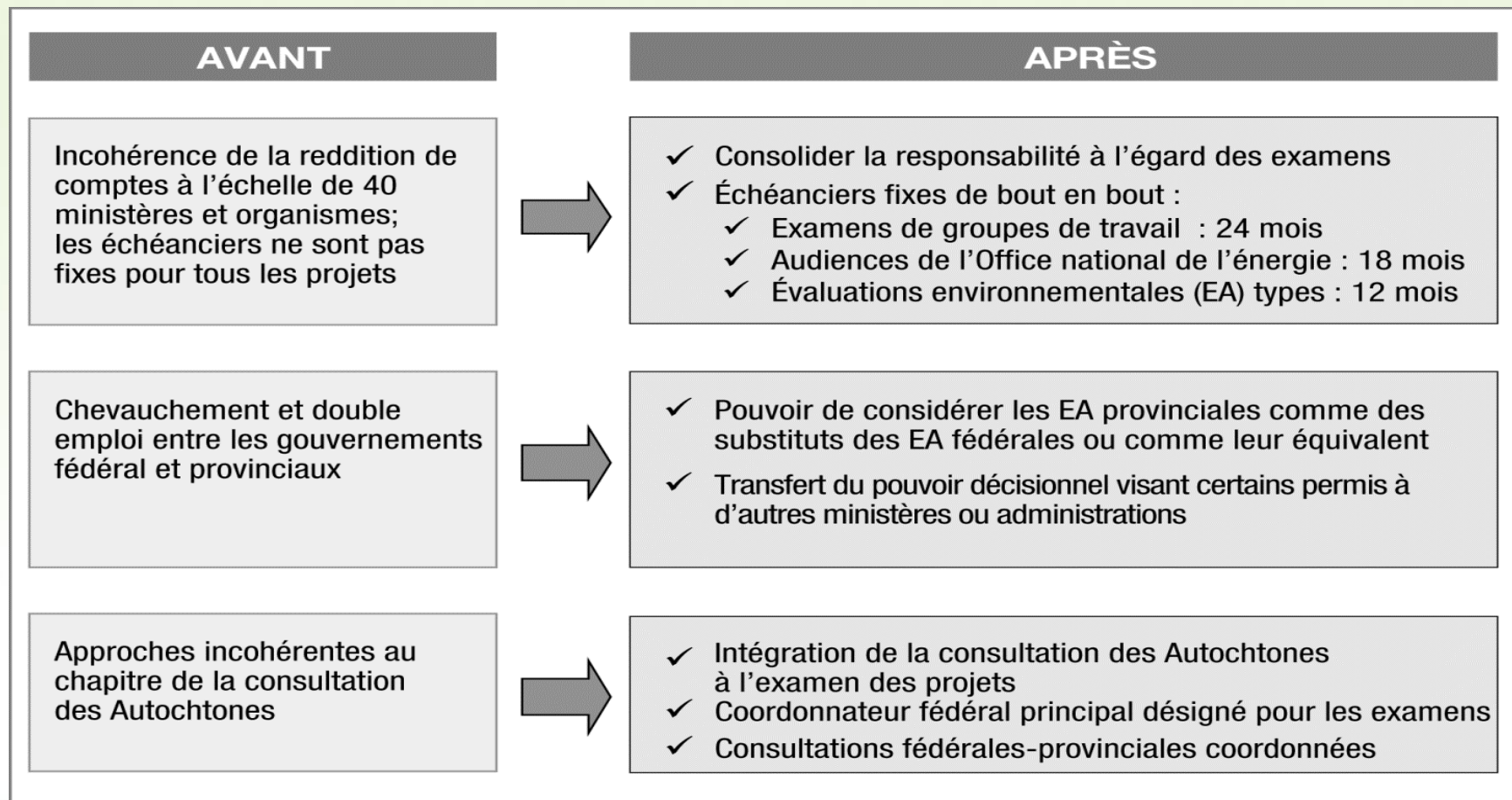
Faire du Canada un chef de file de l'innovation, de la recherche et de l'entrepreneuriat

Soutenir la recherche, l'éducation et la formation

Le Plan d'action économique de 2012 :

- ✓ Soutient la recherche, l'éducation et la formation dans les universités, les collèges et les institutions de recherche de pointe
 - ✓ Aide financière accrue des conseils subventionnaires aux partenariats industrie-universités
 - ✓ 750 millions de dollars sur 5 ans pour soutenir l'infrastructure de recherche avancée par l'entremise de la Fondation canadienne pour l'innovation
 - ✓ Financement accru de la recherche en matière de génomique et de santé
 - ✓ Renforcement des liens entre les chercheurs canadiens et des chercheurs étrangers d'avant-garde par l'entremise de L'Institut canadien de recherches avancées

Soutenir le développement responsable des ressources naturelles en modernisant le régime de réglementation des grands projets économiques



Appuyer l'expansion du commerce

Le Plan d'action économique de 2012 :

- ✓ Vise l'établissement de nouveaux liens avec de grandes économies émergentes et dynamiques
- ✓ Renforce et approfondit les liens avec les États-Unis en matière d'économie et de sécurité
- ✓ Appuie les exportateurs canadiens en prolongeant l'offre de financement par Exportation et développement Canada sur le marché intérieur

Créer des emplois de haute qualité et un marché du travail dynamique

Soutenir la création d'emplois, les petites entreprises et l'acquisition de compétences

Le Plan d'action économique de 2012 :

- ✓ Soutient la création d'emplois en renouvelant la flotte de la Garde côtière canadienne et en instaurant la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale
- ✓ Instaure le Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire afin d'appuyer la construction et la rénovation d'installations communautaires partout au Canada
- ✓ Prolonge d'un an le crédit à l'embauche pour aider à défrayer le coût d'engager de nouveaux travailleurs
- ✓ Améliore les possibilités d'emploi pour les jeunes, les travailleurs âgés et les personnes handicapées

Créer des emplois de haute qualité et un marché du travail dynamique

Améliorer le Programme d'assurance-emploi

Le Plan d'action économique de 2012 :

- ✓ Augmente la stabilité et la prévisibilité de l'assurance-emploi en limitant les hausses annuelles du taux de cotisation à 5 cents – lorsque le compte du programme sera équilibré, le taux annuel sera établi de manière à maintenir l'équilibre du compte sur 7 ans
- ✓ Augmente les incitatifs au travail
 - ✓ Assurer qu'il soit toujours à l'avantage des prestataires d'accepter du travail en leur permettant de garder une plus large part des gains réalisés pendant qu'ils reçoivent des prestations
 - ✓ Adapter les prestations aux conditions du marché du travail local
- ✓ Facilite le jumelage des emplois et des travailleurs disponibles
 - ✓ Améliorer le contenu et la pertinence de l'information sur les emplois et le marché du travail communiquée aux Canadiens qui cherchent un emploi
 - ✓ Mesures législatives qui renforcent et précisent les obligations des personnes qui reçoivent des prestations régulières d'assurance-emploi et cherchent du travail

Créer des emplois de haute qualité et un marché du travail dynamique

Améliorer les perspectives d'une pleine participation des peuples autochtones à l'économie

Le Plan d'action économique de 2012 :

- ✓ Engage le gouvernement à déposer des mesures législatives et à étudier de nouveaux mécanismes de financement de l'éducation primaire et secondaire des Premières nations
- ✓ Investit plus de 600 millions de dollars sur 3 ans pour la rénovation d'écoles et les systèmes d'aqueducs et d'égouts et l'offre de programmes d'alphabétisation des jeunes enfants dans les réserves
- ✓ Engage le gouvernement à améliorer les incitatifs du Programme d'aide au revenu à l'intention des personnes habitant dans des réserves tout en encourageant les personnes aptes à travailler à se prévaloir d'une formation
- ✓ Annonce l'intention du gouvernement d'étudier avec les Premières nations intéressées la possibilité d'adopter des mesures législatives qui autoriseraient la propriété privée à l'intérieur des limites des réserves

Créer des emplois de haute qualité et un marché du travail dynamique

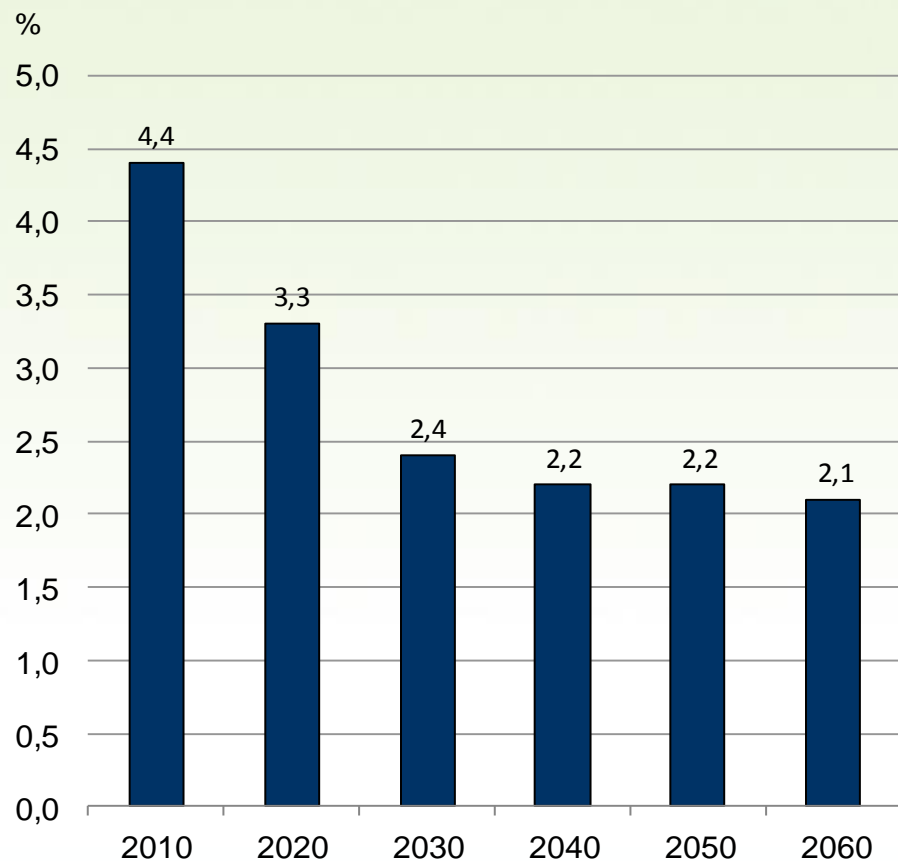
Créer un système d'immigration efficace et souple axé sur les besoins de l'économie

Le Plan d'action économique de 2012 :

- ✓ Annonce que le système d'immigration sera axé principalement sur les besoins du marché du travail canadien
- ✓ Engage le gouvernement à modifier le barème de points de la catégorie des travailleurs qualifiés afin de bien tenir compte de l'importance des immigrants possédant une expérience de travail canadienne et de meilleures compétences langagières
- ✓ Annonce la création d'une nouvelle catégorie d'immigration qui facilitera l'entrée au pays de gens de métier qualifiés
- ✓ Assure que les entreprises se tourneront vers la main-d'œuvre canadienne disponible avant de faire appel au Programme des travailleurs temporaires étrangers
- ✓ Remettre la demande d'immigration et de rembourser les frais connexes en cours par certaines candidats de la catégorie des travailleurs qualifiés qui on fait une demande s'appuyant sur les critères établis avant le 27 février 2008.

Le Plan d'action économique de 2012 assure la viabilité du système de revenu de retraite

Ratio des personnes en âge de travailler
aux aînés



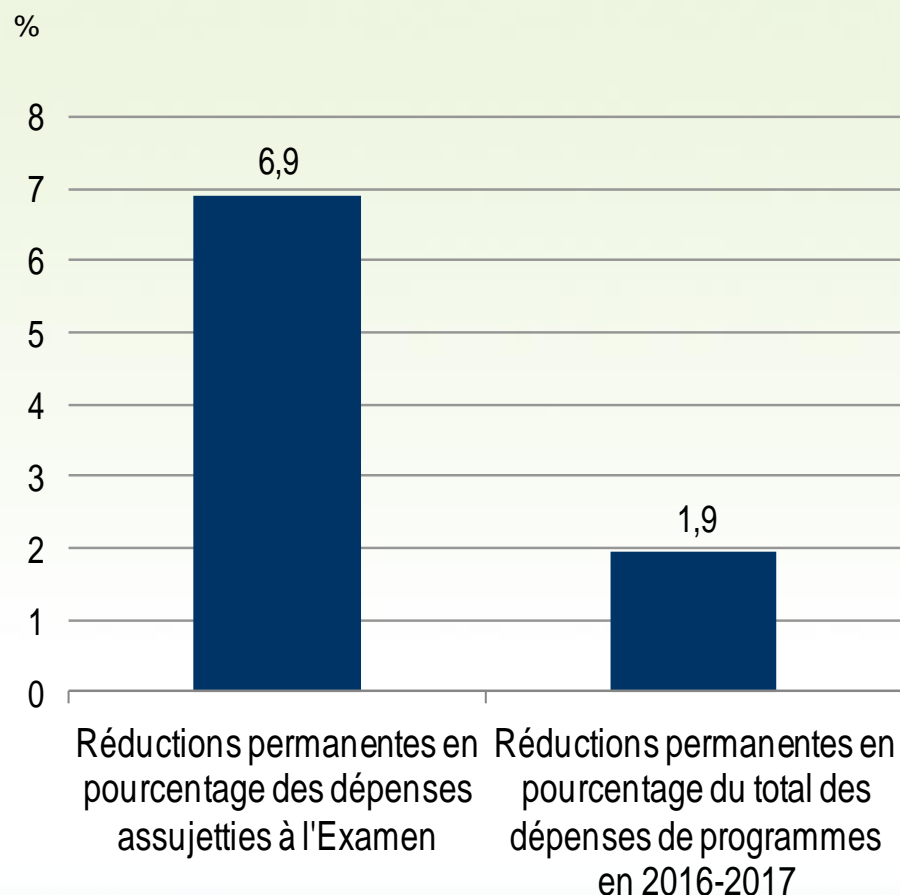
Le Plan d'action économique de 2012 :

- ✓ Hausse l'âge auquel une personne devient admissible à la SV et au SRG, qui passe graduellement de 65 ans à 67 ans entre 2023 et 2029
- ✓ Maintient les prestations actuelles pour les Canadiens âgés de 54 ans ou plus au 31 mars 2012
- ✓ Ajoute de la souplesse : à compter du 1^{er} juillet 2013, les personnes qui désirent travailler plus longtemps pourront reporter le versement de la SV en échange de prestations annuelles plus élevées à la retraite

Source : Rapport actuariel (9^e) sur le Programme de la sécurité de la vieillesse

Les réductions des dépenses des ministères allégeront l'administration fédérale et la rendront plus efficiente...

Réduction des dépenses des ministères



- ✓ Les économies atteindront 5,2 milliards de dollars par année au fil du temps, soit 6,9 % des dépenses assujetties à l'Examen, mais moins de 2 % des dépenses de programmes totales
- ✓ Selon les estimations, 19 200 employés seront touchés, dont 12 000 mises en disponibilité, le reste des réductions provenant de l'attrition (p. ex., retraites, départs volontaires)
- ✓ L'Examen mettait l'accent sur les gains d'efficience et l'élimination du gaspillage – près de 70 % des économies proviennent d'efficacités liées aux opérations

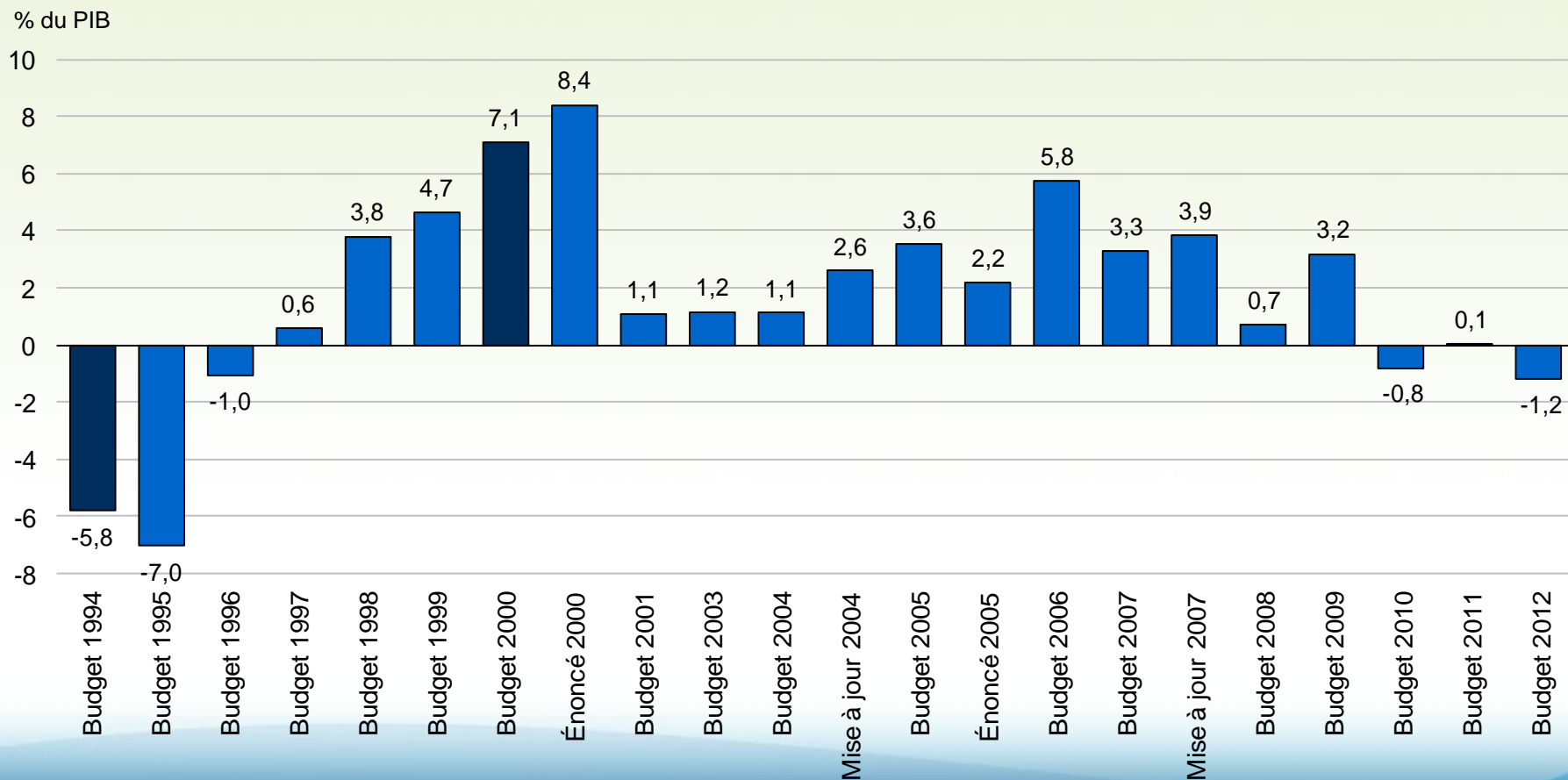
... et s'ajoutent aux mesures déjà prises dans le but de rétablir l'équilibre budgétaire à moyen terme

	2010- 2011	2011- 2012	2012- 2013	2013- 2014	2014- 2015	2015- 2016	2016- 2017	Total
	(M\$)							
<u>Budget de 2010</u>								
Contrôle des dépenses	452	1 586	3 481	4 425	5 130	5 130	5 130	25 334
Équité du régime fiscal – éliminer les échappatoires	355	440	500	565	625	625	625	3 735
Total – Budget de 2010	807	2 026	3 981	4 990	5 755	5 755	5 755	29 069
<u>Budget de 2011</u>								
Contrôle des dépenses		194	271	569	525	534	534	2 627
Équité du régime fiscal – éliminer des échappatoires		240	730	1 095	1 040	990	990	5 085
Total – Budget de 2011		434	1 001	1 664	1 565	1 524	1 524	7 712
<u>Budget de 2012</u>								
Contrôle des dépenses		-900	1 762	3 481	5 332	5 175	5 219	20 069
Équité du régime fiscal – éliminer des échappatoires			120	320	415	440	490	1 785
Total – Budget de 2012		-900	1 882	3 801	5 747	5 615	5 709	21 854
Économies totales	807	1 560	6 864	10 455	13 067	12 894	12 988	58 635
En % du PIB	0,0	0,1	0,4	0,6	0,7	0,6	0,6	

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Le budget de 2012 se traduit par des économies nettes totalisant 21 G\$ (1,2 % du PIB) au cours des 5 prochaines années

Valeur cumulative des mesures budgétaires sur 5 ans, en proportion du PIB de l'année du budget

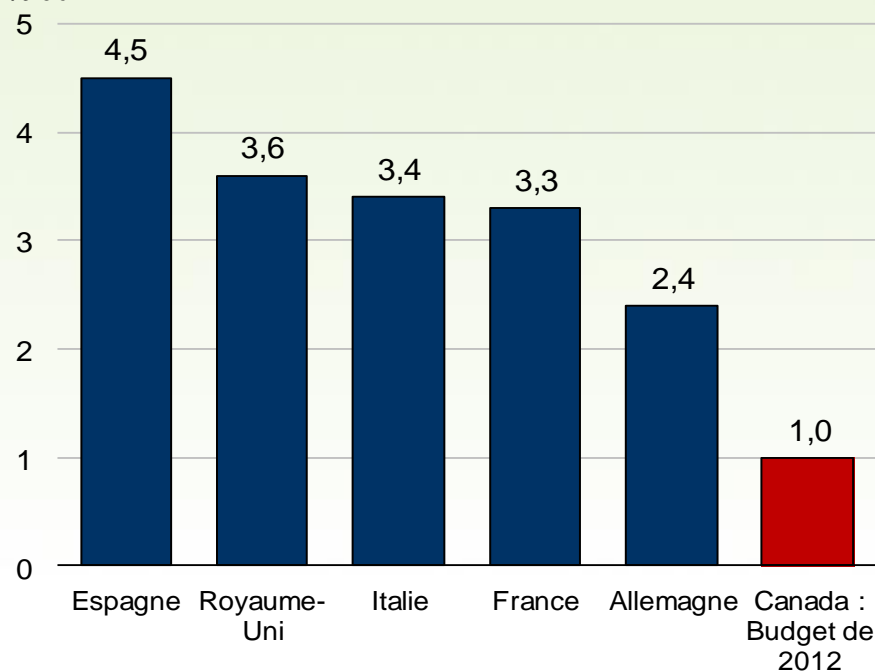


Source : Calculs du ministère des Finances

En raison de la solidité financière du Canada, la réduction prévue des dépenses est modeste compte tenu du contexte international

Baisse des dépenses de programmes de 2011-2012 à 2014-2015

% du PIB



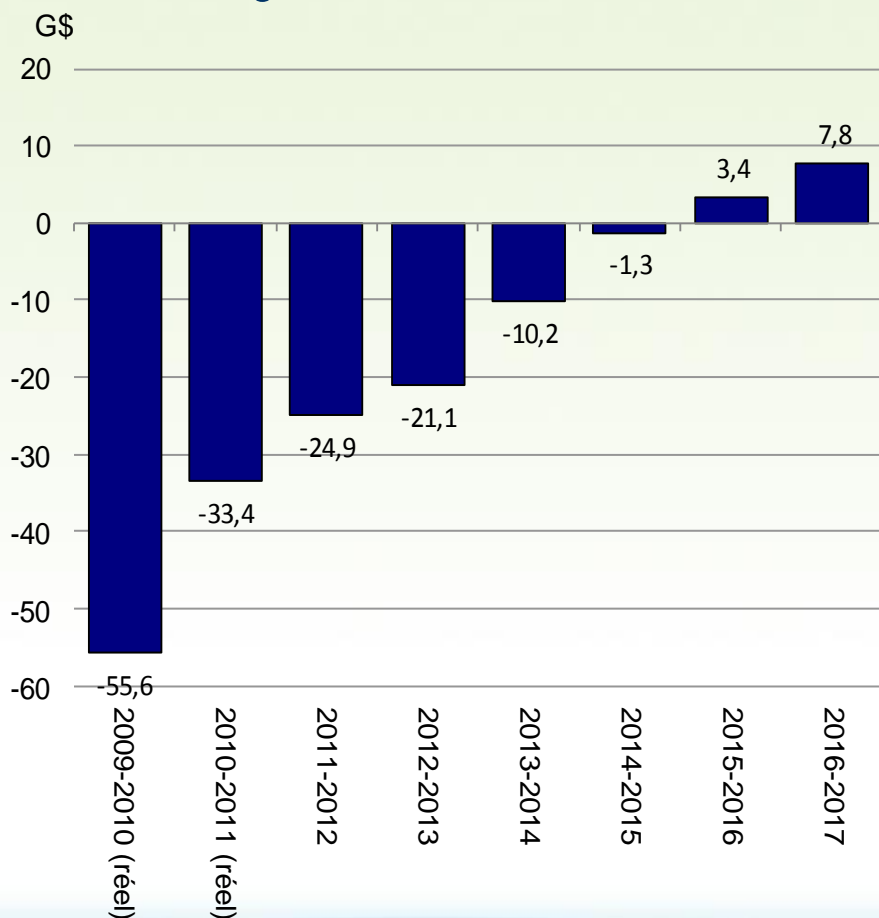
Nota – Les estimations pour le Canada ne concernent que le gouvernement fédéral. Selon les perspectives budgétaires provinciales, les restrictions globales des dépenses des provinces devraient totaliser 1,2 % du PIB pour la période de 2011 à 2014.

Sources : Prévisions nationales; Commission européenne; U.K. Office for Budget Responsibility; FMI; calculs du ministère des Finances

- ✓ Grâce à une gestion financière responsable, il n'a pas été nécessaire d'appliquer les mesures radicales d'austérité imposées dans d'autres pays récemment ou au Canada dans les années 1990
- ✓ Des mesures sont également prises afin que les régimes de retraite des fonctionnaires et des parlementaires demeurent équitables, viables et financièrement responsables

Le gouvernement est en bonne voie de rétablir l'équilibre budgétaire à moyen terme

Solde budgétaire

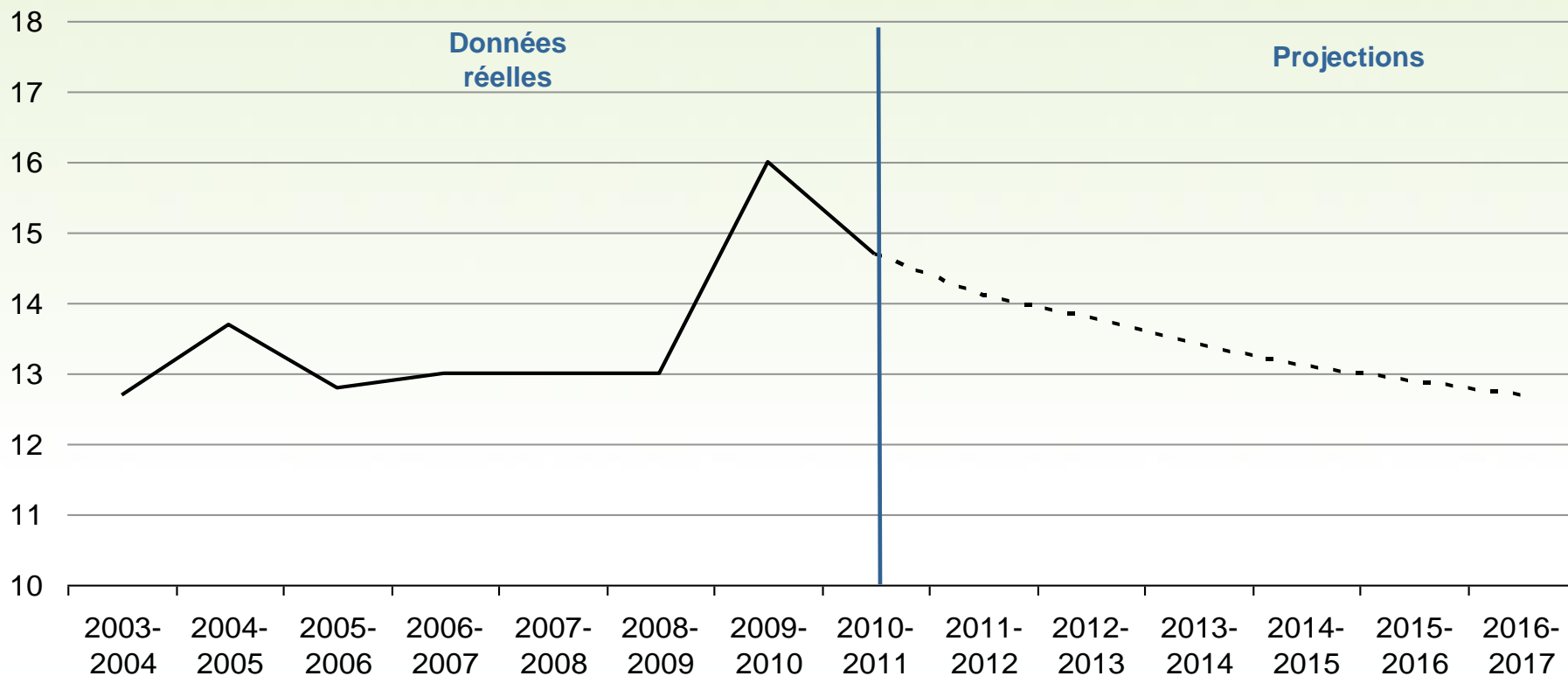


- ✓ Le déficit a été réduit de plus de moitié depuis 2009-2010, grâce à l'achèvement des mesures de stimulation temporaires et au contrôle de la croissance des dépenses
- ✓ Les mesures prises dans le budget de 2012 aideront à rétablir l'équilibre budgétaire ainsi qu'à assurer la viabilité des finances publiques du Canada

Le ratio des dépenses de programmes au PIB retournera sensiblement au niveau observé avant la récession

Ratio des charges de programmes au PIB

% du PIB

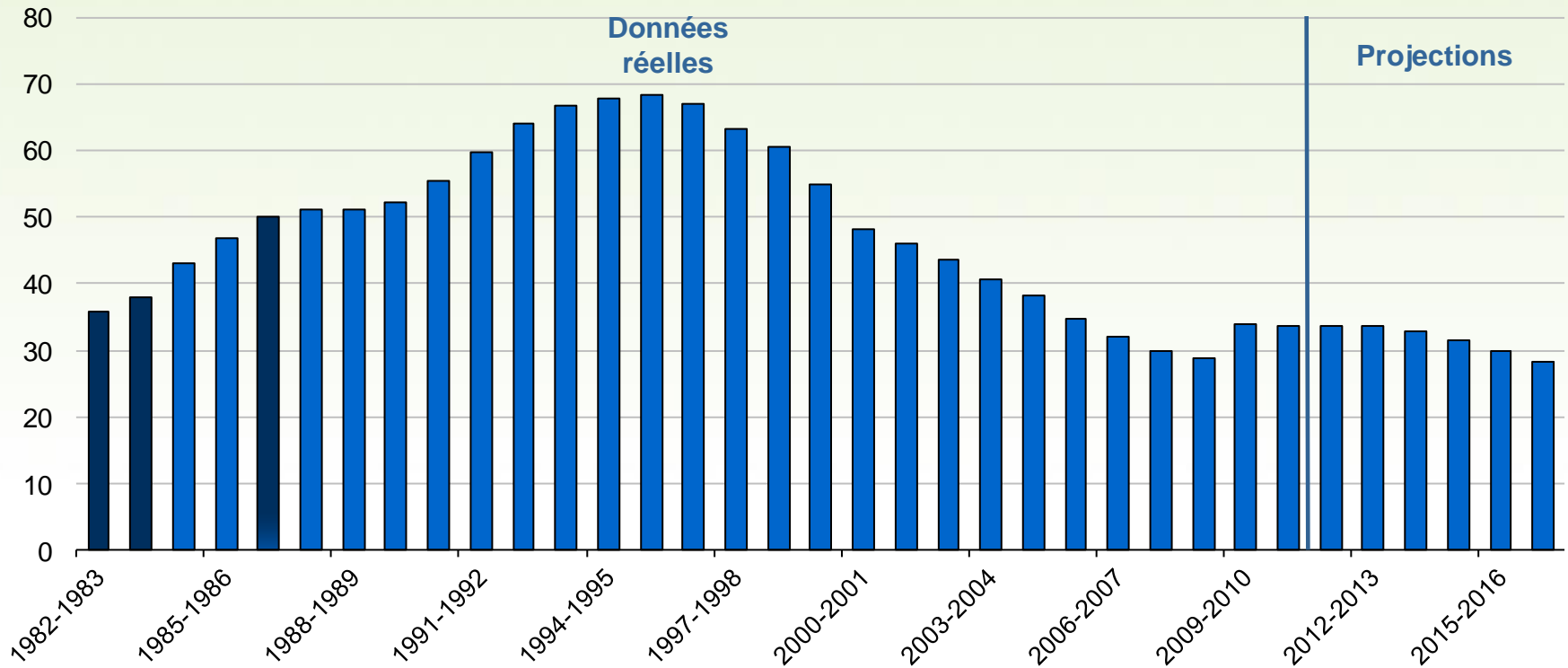


Sources : Ministère des Finances; Statistique Canada

Le ratio de la dette fédérale au PIB retournera aux niveaux connus avant la récession

Ratio de la dette fédérale au PIB

% du PIB



Source : Ministère des Finances

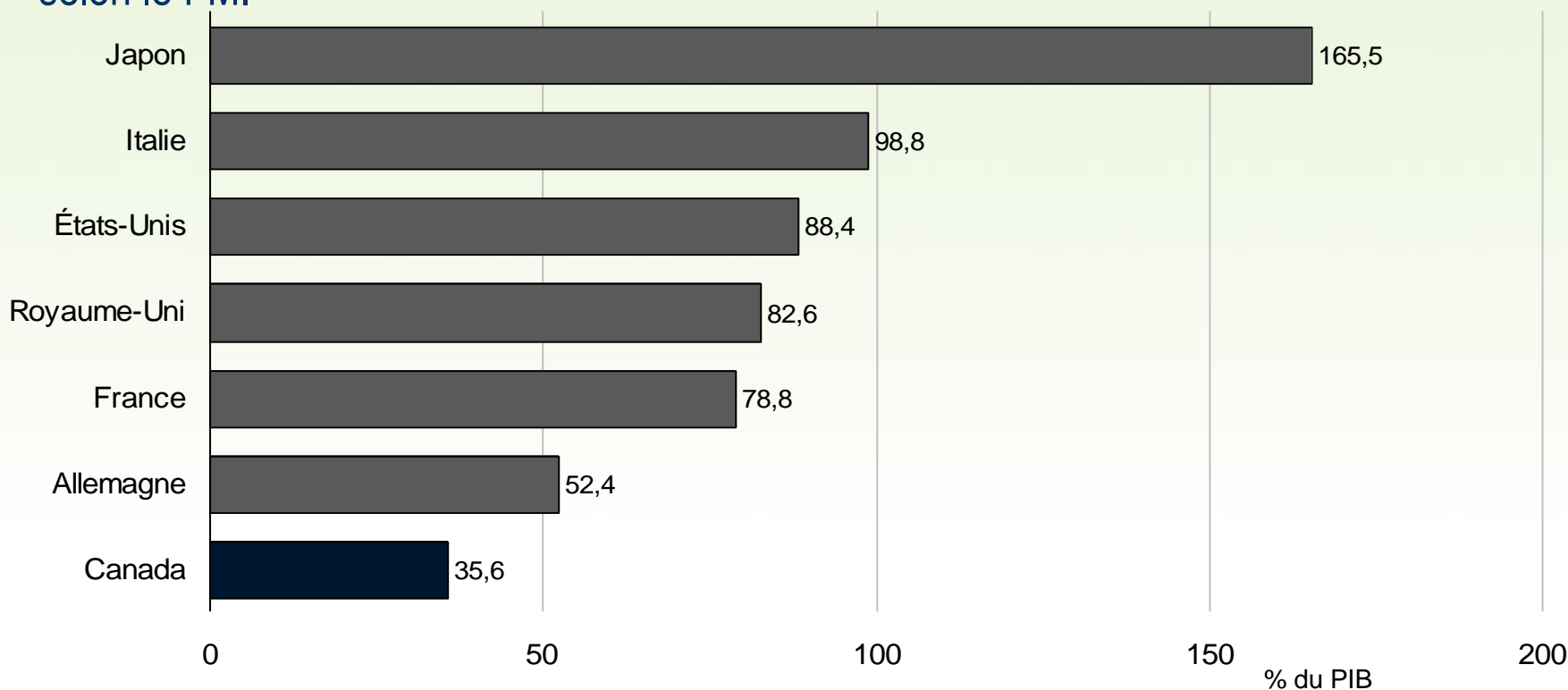
Hypothèses de planification prudentes

Le budget de 2012 est fondé sur des hypothèses de planification prudentes :

- ✓ Les perspectives économiques établies par le secteur privé intègrent l'anticipation d'une baisse permanente de 120 milliards de dollars du PIB réel découlant de la récession mondiale
- ✓ Les prévisions du secteur privé concernant l'inflation du PIB intègrent des prix essentiellement stables des produits de base pour les 5 prochaines années
- ✓ Le gouvernement a rajusté à la baisse les prévisions du secteur privé à l'égard du PIB nominal de 20 milliards de dollars par année
 - ✓ Ce rajustement en fonction du risque représente une baisse d'environ 3 milliards du solde budgétaire pour chacune des années de la période de prévision

Le Canada devrait conserver un avantage financier notable par rapport aux autres pays du G-7

Dette nette projetée de l'ensemble des administrations publiques en 2017, selon le FMI



Nota – La dette nette de l'ensemble des administrations publiques d'un pays correspond au total des passifs moins les actifs financiers des administrations nationales, infranationales et locales et des caisses de sécurité sociale. Au Canada, l'ensemble des administrations publiques englobe les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales, de même que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec. Les obligations non capitalisées des régimes de retraite publics sont rajustées de manière à permettre les comparaisons internationales.

Source : FMI, *Moniteur des finances publiques*, avril 2012



PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE 2012



EMPLOIS CROISSANCE ET PROSPÉRITÉ À LONG TERME

Présentation à l'association des économistes québécois
Ottawa
Le 24 avril 2012

 **PLAN
D'ACTION**
ÉCONOMIQUE DU CANADA

